

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

# Sahel : Parly et trois homologues européens s'y rendent

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)  
Libreville/Gabon

**A** PRES le président français, Emmanuel Macron, il y a un mois, c'est au tour de Florence Parly, ministre française des Armées de se rendre au Sahel demain dimanche accompagnée de trois de ses homologues européens.

## Brèves

**Bissau: la commission électorale publie les résultats "définitifs" de la présidentielle**

La commission électorale en Guinée-Bissau a publié hier les résultats qu'elle considère comme "définitifs" de la récente présidentielle, donnant vainqueur Umaro Sissoco Embalo, victoire que continue à contester le candidat du parti historique et dominant. Ce dernier estime que c'est à la Cour suprême de trancher la validité du second tour du 29 décembre. Les résultats communiqués sur le site internet de la commission attribuent à M. Embalo 53,55% des voix et 46,45% à son adversaire, Domingos Simoes Pereira, représentant du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC).

**Centrafrique : un billard à trois bandes lourd de périls**

Le retour inattendu de deux ex-présidents centrafricains, principaux initiateurs d'une guerre civile qui perdure --François Bozizé et celui qui l'a renversé en 2013, Michel Djotodia-- laisse augurer une âpre partie de billard à trois bandes avec l'actuel chef de l'Etat Faustin-Archange Touadéra à un an de la présidentielle. Des velléités que Touadéra tenterait de contrer en s'alliant avec Djotodia, lequel n'en pense pas forcément moins à l'horizon du scrutin.

**Lesotho: le Premier ministre confirme sa prochaine démission**

Le Premier ministre du Lesotho Thomas Thabane a confirmé vendredi publiquement sa démission à une date qui reste à préciser, après sa mise en cause par la police dans l'assassinat de sa première épouse il y a deux ans et demi. "Pour dire la vérité, j'ai pris de l'âge et mes forces me quittent, je vous annonce donc aujourd'hui que j'ai l'intention de me retirer, je vous ferai savoir quand l'heure exacte sera venue", a déclaré M. Thabane, 80 ans, lors d'une conférence de presse.

Une démarche qui vise pour Paris à attirer des partenaires pour lutter plus efficacement contre le jihadisme en pleine expansion dans la région.

Il faut également noter que cette visite intervient une semaine après le sommet de Pau (sud-ouest de la France), où Paris et les Etats du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) ont annoncé une série de mesures destinées à reprendre rapidement l'avantage face aux groupes armés, dont la création d'une "coalition pour le Sahel".

"Je vais dimanche au Sahel et j'y serai accompagnée par le ministre suédois de la Défense, ainsi que le ministre estonien et enfin le ministre portugais", a déclaré vendredi Mme Parly. "Nous n'y sommes pas seuls et nous y serons certainement plus nombreux encore lorsqu'à l'été, la force Takuba (composée de forces spéciales européennes, ndlr) va pouvoir accompagner les forces armées maliennes" au combat, a-t-elle rappelé.

L'Estonie, qui participe à l'opération française Barkhane au Sahel à hauteur de 50 hommes, s'est déjà engagée à en fournir une quarantaine d'autres à cette force Takuba initiée par la France, qui espère convaincre plusieurs pays européens de rejoindre ses rangs. "Dans un an, la force Barkhane sera devenue une coalition militaire internationale, ce qu'elle est déjà en partie grâce aux contributions de nos partenaires européens et américains", avait assuré jeudi le président français Emmanuel Macron, lors de ses vœux aux armées.

Dans cette optique, Barkhane bénéficie déjà de renforts estoniens, britanniques (trois hélicoptères lourds Chinook) et danois (deux hélicoptères lourds Merlin), ainsi que d'un appui crucial de la part des Etats-Unis, en matière de renseignement et de transport logistique.

En outre, Paris regrette que Washington envisage désormais de réduire sa présence militaire en Afrique et prendra des décisions "probablement dans un mois ou



Florence Parly au Sahel ce dimanche

deux", a indiqué jeudi le chef d'état-major américain, le général Mark Milley. D'ailleurs, Mme Florence Parly se rendra fin janvier à Washington pour

tenter de convaincre le partenaire américain de rester au Sahel, sous peine d'hypothéquer les efforts pour enrayer la spirale de violences.

Les autorités françaises ont promis 220 militaires supplémentaires en renfort, qui sont d'ores et déjà arrivés sur le terrain, a indiqué la même source.

## Cinq soldats burkinabè tués

J.O (Sources : AFP)  
Libreville/Gabon

**C**inq soldats burkinabè ont trouvé la mort hier dans l'explosion d'un engin artisanal au passage de leur véhicule aux environs de Arbinda, dans la province du Soum. "Une attaque à l'engin explosif artisanal a eu lieu ce vendredi matin contre une unité militaire en opération" dans une réserve sylvo-pastorale et de faune dans le Sahel et a fait 5 morts. "Des renforts ont été déployés sur la zone pour un ratissage en même temps qu'une opération d'évacuation a été effectuée pour les blessés", a indiqué une autre source sécuritaire, confirmant le même bilan. Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est confronté à des attaques jihadistes qui ont fait environ 750 morts et 560 000 déplacés depuis 2015. Selon l'ONU, 4 000 personnes ont été



L'armée Burkinabè en deuil

tuées en 2019 dans des attaques jihadistes dans ces trois pays. Les attaques avec des engins improvisés se sont multipliées depuis 2018 au Burkina coûtant la vie à une centaine de personnes, selon un décompte de l'AFP.

Le 6 novembre, 37 employés d'une société minière avaient été tués et 60 blessés dans l'attaque de leur convoi de cars dans l'est du Burkina. Un véhicule mili-

taire qui assurait l'escorte en tête de convoi avait sauté sur un engin explosif, puis deux cars qui transportaient des travailleurs avaient essuyé des tirs nourris. Le 4 janvier, quatorze personnes dont sept élèves ont été tuées dans l'explosion d'un car, dans le nord-ouest du Burkina Faso, qui a emprunté une route interdite à la circulation en violation des consignes de sécurité, selon des déclarations gouvernementales.